"REGARD SUR L'ECONOMIE" (année 2025)

Les données économiques ci-après ont été collectées et publiées par l'INSEE en 2026. Elles se rapportent aux prin - cipaux acteurs de l'économie (Ménages; Entreprises; ISBLSM; Etat et Administrations). Les chiffres sont en milliards d'€ .

. PIB

- Le PIB de la France, en 2025, a atteint **2991,1 milliards €** (croissance de 2,4% par rapport à 2024).
- **La France reste la 7° puissance mondiale par son PIB** (tous les Pays qui la devancent - R.U, Inde, Japon, Allemagne, Chine, E.U - ont une population supérieure en nombre. Source: FMI).
- **Le PIB est réalisé à 56,1% par les ménages** (consommation et accroissement du capital fixe) .
- **Le PIB est "amputé" de 0,48% par le déficit commercial** (1023,8 milliards€ imp.- 1009,4 milliards€ exp.).
- **Inflation**: en moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation a augmenté de **4,2 %** en 2025 .

. MENAGES

- **Rev. Disp. Brut des ménages (RDB)* : 1876,9**
- **Prélèvements : 470,4** (impôts: 291,9, dont 164,7 de contributions sociales (CSG+CRDS)** ; Trsfrts crts***: 7,4 ; cotis.: 171,1)
- **Rev. avt prélèvts: 2347,3**
- **Prestations et aides sociales reçues : 1183,6** (647 versées en espèces + 536,6 en nature****).
- **Taux d'épargne** (part du RDB non consommée)**: 17,9 %**

* Revenu disponible après déduction des cotisations sociales et impôts (les prest. soc. en nature et les cotis. employeurs sont exclues du RDB).
** source: rapport 2026 Dir. SS
*** transferts entre ménages résidents et non résidents, amendes et pénalités, indemnités en compensation des blessures causées aux personnes ou des dommages causés aux biens qui ne sont pas réglés par le paiement d'indemnités d'assurance-dommages.
**** prestations qui n'abondent pas le revenu disponible, coûtent mais ne donnent pas lieu à versements, ou sont des remboursements de dépenses.

Remarques :

- **les prélèvements sur les ménages représentent 20 % de leurs revenus (avt prlvts);**
- **les ménages paient 5,7% de leurs revenus (avt prlvts) en impôts (hors contr. soc.) et transferts courants;**
- **les ménages paient 14,3% de leurs revenus (avt prlvts) en (contributions. soc. + cotis. soc.) et financent ainsi 28,4% des prestations sociales reçues;**
- **27,6% des revenus des ménages (avt prélèvts) sont des prestations sociales versées sur leurs comptes;**
- **les cotisations pèsent sur les ménages plus lourdement que l'impôt ;**
- **ces données sont globales et ne révèlent pas la disparité des situations particulières; elles sont néanmoins instructives.**

. ENTREPRISES (sociétés et entreprises individuelles non financières + sociétés financières)

- **Bénéfices après prélèvts** ("excédents brut d'exploitation et revenus mixtes bruts")**: 657,3**
- **Prélèvements : 311,9** (impôts: 89,4 ; cotisations : 268,4; subv: 45,9)
- **Bénéfices avant prélèvements: 969,2**

Remarques :

- **les Entreprises paient 9,2% de leurs bénéfices (avt prélèvts) en impôts ;**
- **les Entreprises paient 27,7% de leurs bénéfices (avt prélèvts) en cotis. patr. et financent ainsi 22,7% des prest. soc. ;**
- **les cotisations patronales pèsent sur les Entreprises bien plus lourdement que l'impôt ;**
- **ces données sont globales et ne révèlent pas la disparité des situations liées à la taille des Entreprises; elles sont néanmoins instructives.**

. ADMINISTRATIONS PUBLIQUES, ETAT

- **prélèvements: 135,5** (cotisations employeur: 122,5 ; impôts: 13,9 ; subv. 0,9)
- **recettes des admin. publ. : 1561,4** milliards €
- **dépenses des admin. publ. : 1714,2** milliards € (**dépense publique = 57,3%PIB**)
- **déficit des administrations publiques : 152,8** milliards € (**déficit public = 5,1%PIB**)

Remarques:

- les administrations financent, par les cotis. employeur, 10,3 % des prest. soc.
- la présentation du budget général par missions révèle que :
  - **les "amputations budgétaires" (remboursements, dégrèvements, engagements financiers) de 6,84%PIB, dépassent le montant du déficit public;**
  - **les crédits alloués à 5 missions de l'Etat (Enseignt scolaire; Défense; Enseignt sup. et Rech. ; Solidarité, Insertion et égalité des chances; Sécurités) repré - sentent 62,4% des crédits accordés à ses 31 missions (hors remboursements, dégrèvements, engagements financiers): les 25 autres missions de l'Etat sont ainsi financées avec 12,6% PIB ! Doit-on déplorer un financement insuffisant des missions de l'Etat (c'est l'impôt qui l'assure), ou doit-on "repenser" les missions de l'Etat ?**

. ISBLSM (Institutions Sans But Lucratif au Service des Ménages - secteur associatif principalement -)

- **Prélèvements : 12,6** (cotisations: 9,2 ; impôts: 1,3 ; subv.: 0,4)

Remarque:

- les ISBLSM financent, par leurs cotis. , 0,78 % des prestations soc.

- **il est à noter que le total des contributions et cotisations sociales mentionnées ci-dessus ne financent que 62,2% des prestations sociales.**

Créé avec OfficeSuite

. DONNEES SUR l'ACTIVITE et L'EMPLOI

. **31,4 millions d'actifs, dont 7,7% de chômeurs; 17,2 millions de retraités .**

. **5,851 millions d'agents publics, dont 1,36 millions de contractuels.**

Remarques:

- ces données révèlent l'urgence d'une réorganisation du système de financement des retraites qui pèse trop sur les actifs;
- les rémunérations des agents publics (salaires + cotis. employeur) se montent à 370 milliards d'€ (12,4% PIB, soit 2,1%PIB par tranche de 1 million de postes !); ces chiffres révèlent la dimension à donner à la réorganisation de l'Etat pour obtenir une économie significative par la réduction de l'effectif de ses agents.

. DONNEES SUR LA FISCALITE (source: DGFIP)

- les **impôts progressifs (**IR ; IFI; droits de mutation sur les successions et donations) **représentent 29,8% de la fiscalité (** 70% de la fiscalité n'a pas d'effet sur les inégalités) ;
- **l'impôt sur la consommation représente 39,6% de la fiscalité**, **l'impôt sur le revenu 22,7% , l'impôt sur les entreprises** (bénéfices et production) **17,7% , l'impôt sur le capital** (IFI; taxes foncières.; droits de mutation) **16,1%.**
- **1,1% foyers** (2 tranches de plus hauts revenus) **paient 30,3 milliards € d'IR** (33,2% du montant total de l'IR);
- **la progressivité des taux de l'IR a les effets suivants**, par rapport à un impôt parfaitement égalitaire (impôt imputé indépendamment des revenus des foyers) :
  - . les 34 millions de foyers des 2 tranches de plus bas revenus économisent 69% IR (2,1%PIB), soit en moyenne 154€ par mois et par foyer ;
  - . les 6,9 millions de foyers de la "tranche moyenne" acquittent un surplus de 36,9%IR (1,13%PIB), soit en moyenne 408€ par mois et par foyer;
  - . les 495000 foyers des 2 tranches de plus hauts revenus acquittent un surplus de 32,1%IR (0,97%PIB), soit en moyenne 4068€ par mois et par foyer.

Remarques:

- **nos Prix Nobel d'économie recommandent de miser sur la fiscalité sur le capital pour résoudre nos problèmes économiques; il s'agirait d'ajuster cette fiscalité à l'accroissement du patrimoine, révélateur des revenus qui l'ont permis, alors que les déclarations fiscales sont "biaisées" par des pratiques d'optimisation d'autant plus efficaces que les revenus sont élevés;**
- **l'effet de la progressivité de l'IR (allègement de l'IR des plus modestes d'une valeur de 2,1% PIB) est relativement faible au regard du revenu disponible de l'ensemble des ménages (62,7%PIB), ce qui confirme que cet impôt a bien pour but principal de financer la dépense publique et non celui de réduire sensi - blement les "inégalités de revenu" (il serait en effet illusoire et dangereux de vouloir réduire les inégalités de cette manière).**

Créé avec OfficeSuite